

Bulletin d'histoire politique

L'oubli: thérapie collective ou exutoire traditionnel?

Paul-André Comeau



Volume 3, numéro 3-4, été 1995

La participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale : mythes et réalités

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063502ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063502ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Comeau, P.-A. (1995). L'oubli: thérapie collective ou exutoire traditionnel? *Bulletin d'histoire politique*, 3(3-4), 393-396. <https://doi.org/10.7202/1063502ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

L'OUBLI: THÉRAPIE COLLECTIVE OU EXUTOIRE TRADITIONNEL?

Paul-André Comeau

Président de la Commission d'accès à l'information du Québec

Depuis quelques semaines, la France est engagée dans un débat qui secoue profondément la classe politique et une bonne partie de l'opinion publique. À la suite de ses confessions au journaliste Pierre Pean, le président François Mitterrand a rouvert le dossier complexe et douloureux de la Seconde Guerre mondiale et du comportement des Français, de chacun des Français, durant ces années d'épreuves.

Le même débat aurait pu s'engager ici, il y a cinq ans exactement, à la faveur d'un éditorial dans *Le Devoir*, à l'occasion du 50^e anniversaire du débarquement des hostilités en Europe. Le tapage n'a jamais été plus lourd que certaines conversations téléphoniques, que le froissement de lettres suffisamment nombreuses pour véritablement intriguer. Spontanément, le beau titre du premier tome des *Mémoires* de Georges-Émile Lapalme m'est revenu en mémoire. L'impression de malaise qui se dégageait de cette correspondance spontanée aurait pu inciter à ne pas alimenter *Le bruit des choses réveillées*. L'accusation, autrefois terrible, de *révisionisme*, n'a pas été prononcée, mais il n'y avait qu'un pas à franchir...

Ne relève-t-on pas, dans de nombreuses sociétés occidentales, surtout en Europe, des comportements analogues? Au sujet du passé de François Mitterrand, des Français ne recommandent-ils pas, eux aussi, de détourner le regard, de tourner la page? Un demi-siècle après l'événement, ne serait-il pas plus sage de regarder vers demain? Parade ou pudeur, la question, le conseil devrait-on dire, ressurgit automatiquement lorsqu'il s'agit de tenter de comprendre les raisons de nos choix collectifs durant ces années de barbarie.

Il y a obligation, c'est ma conviction, de soulever un voile qui n'a certes rien d'une chape d'acier, mais qui grève la compréhension de notre cheminement collectif.

Mais si cette parenthèse pudique s'inscrivait au contraire dans une propension collective qui contredit de plein front la devise du Québec? Un

jeune chercheur de l'Université Laval ne vient-il pas d'inscrire un projet de thèse en histoire, consacrée à «L'oubli, au lendemain de la Première Guerre mondiale»?

Oubli de la part des générations-témoins, ignorance chez les autres: le silence autour de la Deuxième Guerre mondiale résulterait d'une faiblesse, d'une transmission déficiente ou atrophiée des faits et gestes qui, dans toute société, établissent la chronique et nourrissent l'imaginaire.

Romans, mémoires et manuels contribuent, dans nos sociétés modernes, à la formation de l'imaginaire collectif. Ils participent ainsi à une fonction sociologique fondamentale: la socialisation des membres de la collectivité ou, dans le cas qui nous préoccupe, la sédimentation de la culture politique. Ce postulat englobe aussi bien la mise en place des mythes que l'articulation des schémas de référence où se reconnaît une société.

* * *

À l'évidence, la transmission de connaissances, encore moins l'élaboration de mythes n'ont été assurées au Québec depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le roman où la guerre tiendrait une place importante a été peu pratiqué. La reconstruction du passé par les historiens n'a guère visé le phénomène dans toute son ampleur. Enfin, les *Mémoires*, lieu par excellence de la rationalisation *a posteriori* ou de la justification après coup, n'incitent pas à se pencher sur cette période et à engager une certaine remise en question. La plupart des mémorialistes ont soit banalisé ou procédé à une réduction parfois simpliste de ce cataclysme; d'autres ont même accrédité des thèses peu glorieuses où un nationalisme étroit et une fascination envers une certaine forme de fascisme ont tenu le haut du pavé. Bref, rien qui ne provoque ni ne stimule. Ni légende, ni héros, mais un silence, un silence plus ou moins convenu.

Alors, thérapie ou exutoire? L'un et l'autre termes renvoient à une certaine forme de médecine. Le choix n'est peut-être pas des plus heureux. Il correspond sans doute au malaise sous-jacent à toute cette problématique. La thérapie suppose, laisse entendre une démarche de correction, d'amélioration. Elle exige un diagnostic préalable. Visiblement, cette phase ne vient que de s'engager, à la faveur de ce colloque. Elle exige un accord global, presque consensuel, à défaut de quoi la phase subséquente ne pourra jamais s'enchaîner. Le refus des commémorations, l'ignorance à peine voilée des faits et gestes de ceux qui ont risqué leur vie, peu importe leurs raisons personnelles, ces attitudes bloquent, ou à tout le moins freinent la prise en charge, empêchent d'assumer toutes les facettes de notre réalité. Le Québec

n'a pas été qu'isolationniste, qu'anti-impérialiste dans ce conflit. Il est ironique de voir un Québécois de langue anglaise, comme Chubby Power, nous le rappeler, alors que nous donnons l'impression de l'ignorer ou de feindre de ne pas le savoir.

Tant et aussi longtemps que les Québécois ne se seront pas approprié toutes les facettes de cette période, la mémoire collective demeurera infirme, à tout le moins confuse; elle s'avérera de peu de secours dans la compréhension et l'évaluation des problèmes et des défis qui nous confrontent et nous interpellent.

Un pas dans ce sens vient d'être franchi, me semble-t-il, par la cinéaste Michèle Lanctôt. Dans son film *La vie d'un héros*, cette dernière ressuscite un pan de l'histoire de la guerre telle que vécue ici. Car l'existence de camps de prisonniers allemands au Québec, comme dans l'ensemble du Canada, a été rapidement reléguée dans une nébuleuse incertaine.

J'ai vainement tenté, il y a cinq ou six ans, d'intéresser producteurs et réalisateurs de télé à la recherche menée par de jeunes journalistes sur cette question.

De jeunes soldats allemands, surtout des marins, mais aussi des officiers de renseignements ont été détenus pendant quelques années, à Farnham, à Sherbrooke, à Trois-Rivières et ailleurs. Ils ont tissé des liens avec leurs gardiens, avec la population des environs, comme le relate le film de madame Lanctôt. Des amours sont nées, des drames ont éclaté. Certains prisonniers, une fois la guerre terminée, ont décidé de s'installer ici, au milieu de nous. À la faveur d'un reportage en Allemagne, j'avais été abasourdi, voilà plusieurs années, d'entendre un interlocuteur me répondre dans un français métissé de l'accent de chez nous. Il avait appris le français ici, à Farnham.

Le silence, forme de deuil, suit normalement un temps fort, un choc psychologique ou émotif. Mais ce silence ne peut durer éternellement, à moins de vouloir enfouir le passé, au risque de rompre les racines. Dans cette hypothèse, la thérapie n'est qu'excuse et prétexte. Le silence devient alors exutoire.

Le silence prend forme de fuite en avant de parade raffinée. Il est téméraire de poser une conclusion aussi hâtive, aussi brutale après l'examen d'une seule facette de cet héritage, fut-elle importante.

Dès 1960, Gérard Bergeron postulait la montée, à la faveur de la guerre froide, d'un sentiment internationaliste au sein de la population québécoise de langue française. Il s'agissait, écrivait-il, d'un bond depuis l'isolationnisme presque traditionnel vers l'internationalisme.

Au même moment, André Laurendeau considérait, au contraire, que le silence d'après 1945 avait permis une «adhésion plus fiévreuse et plus claire à l'autonomie provinciale». Dans un cas comme dans l'autre, l'option retenue repose sur un même fait. À défaut de dresser le bilan ou, osons le mot, de crever l'abcès, le Québec francophone se serait contenté d'ouvrir un nouveau chapitre de son grand livre. Mais il reste encore, à la rubrique 1939-1945, de nombreuses pages blanches. Ainsi, de thérapie en exutoire, le Québec se ménagerait des zones de silence, des plages d'oubli.

Une société peut-elle se permettre de ne jamais dégager des leçons de ses drames et de ses succès? Car une chose est désormais claire. Il n'est plus possible, en 1994, de participer au remords angoissé d'André Laurendeau, toujours lui: «J'ai parfois senti jusqu'à suffocation l'amère solitude des miens dans le monde».